

# LETTRE D'INFORMATION

Bulletin d'information mensuel de Sylviane NOËL, Sénatrice de la Haute-Savoie



## J'AI DÉPOSÉ UNE PROPOSITION DE LOI VISANT À MODIFIER LE FAIT GÉNÉRATEUR DE LA PERCEPTION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT PAR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Dans un contexte économique particulièrement difficile, vous êtes de plus en plus nombreux à m'interpeller sur vos difficultés à financer vos dépenses de fonctionnement et d'investissement en lien avec des réformes qui ont réduit, voire supprimé les recettes fiscales des communes. Parmi ces dernières, celle de la taxe d'aménagement. Jusqu'en 2022, cette taxe était exigible par les communes, selon son montant, entre douze et vingt-quatre mois après l'obtention de l'autorisation d'urbanisme correspondante. L'article 155 de la loi de finances pour 2021 est venu modifier la date d'exigibilité de cette taxe en la conditionnant, depuis le 1er septembre 2022, à la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT).

**Ainsi, depuis cette date, le recouvrement de la taxe n'est exigible par les communes qu'une fois les travaux définitivement terminés, ce qui pose plusieurs problèmes :**

- Premièrement, un problème de recouvrement par les communes : vous êtes dorénavant obligés de relancer activement les contribuables redevables.
- Deuxièmement, cela crée des difficultés d'encaissement : les délais sont trop longs, la date d'encaissement effective de cette taxe est complètement aléatoire, ce qui rend les prévisions budgétaires très difficiles.
- Troisièmement enfin, vis-à-vis des redevables eux-mêmes qui ne réalisent pas cette déclaration d'achèvement des travaux, ou qui la retardent parfois de manière excessive afin d'échapper au règlement de cette taxe.

Fin 2023, je vous annonçais l'adoption d'un de mes amendements au Sénat qui visait à revenir au dispositif antérieur. Ce dernier n'a pas été repris dans la version finale du texte, ce que je regrette. **A l'occasion de la séance de questions orales du mardi 6 février 2024, j'ai à nouveau interpellé le Gouvernement sur la réforme de la taxe d'aménagement introduite par la loi de finances pour 2021. Vous pourrez réécouter mon intervention [au lien suivant](#).**

En réponse, à l'issue d'une explication technocratique, le Ministre Christophe BECHU a nié évidemment toutes les difficultés sur le terrain, à contrecourant de ce que vous me rapportez au quotidien sur la complexité de recouvrer cette taxe désormais ! **Aussi, c'est en pleine conscience des difficultés que crée cette réforme injuste et pénalisante que j'ai décidé de déposer une proposition de loi sur ce sujet (contenu à [télécharger au lien suivant](#)).**

Ce texte permettra de vous alléger d'une charge supplémentaire et de vous éviter le non-recouvrement d'une taxe primordiale dans l'établissement des budgets en rétablissant la date de délivrance de l'autorisation d'urbanisme comme fait générateur de la taxe d'aménagement, comme c'était le cas avant 2022.

## J'AI SAISI LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR LES DIFFICULTÉS DU SERVICE D'ACCÈS AUX SOINS (SAS) DE HAUTE-SAVOIE

Alors que le Président de la République a évoqué la nécessité de développer le SAS dans tous les départements lors de son allocution du 16 janvier dernier, j'ai tenu à lui rappeler ([courrier accessible au lien suivant](#)), les difficultés rencontrées par le SAS de Haute-Savoie.

Pour rappel, ce dispositif de Service d'Accès aux Soins permet d'apporter une réponse à tous les patients, dans un délai de 48 h maximum, qu'il s'agisse des demandes de soins urgents ou des demandes de soins non programmés en cas d'indisponibilité du médecin traitant. Mis en œuvre en 2021 par la collaboration entre tous les acteurs, il permet d'améliorer la prise en charge des demandes de soins non programmés, grâce à l'action de plus de 350 médecins généralistes.

Initialement, le financement national prévu pour les SAS permettait de valoriser la participation des médecins régulateurs et celle des médecins généralistes effecteurs. Or, la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Haute-Savoie (CPAM 74) avait refusé en février 2023 de financer l'application de la majoration pour soins non programmés de 15 euros par consultation si le patient n'a pas été au préalable dirigé par le centre 15. **Une décision grave de conséquences qui aboutit à engorger inutilement le centre 15 qui ne peut plus répondre, mettant en danger les urgences noyées dans le flux d'appel. Elle a aussi abouti à désorganiser la permanence des soins de soirée.** Alors que le département de la Haute-Savoie subit déjà une double peine à travers, d'une part, les nombreux déserts médicaux dans ses zones rurales et de montagne et, d'autre part, la fuite incessante des professionnels de santé en Suisse voisine où les salaires sont bien plus élevés, cette décision est irresponsable et remet en question l'immense travail réalisé depuis plusieurs mois par ces professionnels qui ont décidé de se retirer du dispositif.

Ces spécificités, associées à une démographie très dynamique du département – la plus forte croissance démographique de métropole – et à une activité touristique été comme hiver très importante, doit incontestablement permettre à notre département de bénéficier d'un traitement particulier pour répondre aux difficultés de notre système de santé. C'est le sens de la demande que j'ai adressée au Président de la République.

# RETOUR SUR MES DERNIÈRES INTERVENTIONS AU SÉNAT!

## CONSTITUTIONNALISATION DE L'IVG : POURQUOI J'AI VOTÉ CONTRE ?

Tout en étant fondamentalement attachée à la Loi Veil qui garantit un juste équilibre entre d'une part, le droit à toute femme de recourir librement à l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) et d'autre part, le droit de l'enfant à naître, **je n'ai pas voté le projet de loi constitutionnelle relative à l'inscription de l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution pour plusieurs raisons :**

- Le Sénat est réputé pour être dégagé des soubresauts de l'actualité.
- Or, l'inscription de l'IVG est une réaction à une décision de la Cour Suprême des USA. Légiférer par réaction est déraisonnable et légiférer par réaction à un évènement qui ne concerne pas notre pays est insensé au sens propre du terme.
- Le Sénat a également pour habitude d'examiner les situations qui lui sont soumises avec objectivité. Or, la justification de la constitutionnalisation de l'IVG est essentiellement fondée sur l'idée que l'IVG serait menacée. Objectivement, cela est faux. Depuis la loi Veil votée en 1975, aucun parlementaire n'a tenté de revenir sur ces dispositions et ce texte a fait l'objet de 7 modifications facilitant toutes le recours à l'IVG. Le nombre d'IVG n'a d'ailleurs jamais été aussi élevé dans notre pays ! Quant à la crainte brandie habituellement d'une arrivée au pouvoir d'une extrême-droite hostile à la liberté des femmes, elle est également démentie par la réalité. En effet, les députés du RN ont majoritairement voté pour la constitutionnalisation de l'IVG, rendant ainsi cet argument inopérant.
- Le Sénat essaye de faire habituellement preuve d'une certaine rigueur juridique. Tel n'est pas le cas de l'inscription de l'IVG dans la Constitution. La Constitution a essentiellement pour objet d'organiser les pouvoirs publics.

Nous ne pouvons pas inscrire toutes ces déclinaisons dans la constitution, sauf à établir un catalogue toujours incomplet de droits sociaux et faire perdre sa raison d'être première à la Constitution.

**Une telle inscription tente de cacher la SEULE et VRAIE menace pour la liberté des femmes de recourir à l'IVG en France : la pénurie de médecins et l'absence de soins à proximité pour de nombreuses femmes.** L'accès à l'IVG en France n'est en effet pas entravé par un déficit d'outils juridiques, mais davantage par des difficultés d'ordre pratique d'accès à une médecine de proximité. Plus d'un quart des françaises vivent dans un désert médical, 13 départements français sont dépourvus de gynécologues, 130 centres d'IVG ont été fermés ces 15 dernières années ! **C'est bien à ce niveau qu'il faut œuvrer pour garantir à chaque française un accès dans les délais requis à l'IVG !** Tout le reste n'est qu'incantation qui ne résoudra aucun problème.

## ÉVOLUTION DU COEFFICIENT ÉNERGÉTIQUE : J'AI INVITÉ BRUNO LE MAIRE À SE SAISIR DE MA PROPOSITION DE LOI POUR RÉFORMER LE DPE

La crise du logement est une réalité qui touche des milliers de Français et elle est un enjeu majeur en Haute-Savoie. Une des causes est la mise en œuvre du nouveau Diagnostic de Performance Énergétique (DPE) qui vient exclure des milliers de logements du parc locatif en raison de leur consommation énergétique jugée trop excessive. Récemment, le Ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, a exprimé son souhait de sortir des centaines de milliers de logements du statut de passoire thermique en avantageant ceux chauffés à l'électricité plutôt qu'à l'énergie fossile. **Une suggestion qui fait directement écho à la proposition de loi que nous avons déposée, avec Cyril Pellevat fin 2023, dont je suis co-auteure, visant à atténuer la crise du logement par une modification rationalisant la méthode de calcul du diagnostic de performance énergétique dont vous trouverez l'intégralité du texte [au lien suivant](#).**

La méthodologie actuellement retenue pour établir le DPE incite à conserver un mode de chauffage au gaz. Aujourd'hui, un logement chauffé à l'énergie fossile (gaz) qui passe à l'électricité peut très aisément basculer en passoire thermique, alors même que ce type d'énergie produit à la base trois fois plus de gaz à effet de serre et qu'au contraire l'électricité française est décarbonée à 92 %. **Dans ce contexte, Bruno Le Maire a exprimé son souhait de sortir des centaines de milliers de logements du statut de passoire thermique en faisant évoluer le coefficient de conversion énergétique afin qu'il avantage les logements chauffés à l'électricité plutôt qu'au gaz ou au fioul.** Si ce n'est qu'un souhait et que le Ministre précise qu'à ce stade aucun projet de modification de la méthodologie retenue pour établir le DPE n'est sur la table, **je l'ai invité à se saisir rapidement de notre proposition de loi.** En effet, le nouveau DPE pénalise gravement les logements anciens chauffés à l'électricité puisqu'il multiplie par un facteur de 2,3 la consommation réelle des logements affichée au compteur, tandis que pour les autres énergies fossiles il n'y aucune pénalité.

**Aussi, je me réjouis de constater ce ralliement à la cause que nous défendons avec notre proposition de loi.** Face à cette violente crise sans précédent qui frappe notre pays, il est grand temps de trouver des réponses concrètes et de redonner davantage de cohérence à ces diagnostics basés sur des indicateurs très discutables.

## DÉSENCLAVEMENT DU CHABLAIS : LA SOCIÉTÉ EIFFAGE DÉCROCHE L'APPEL D'OFFRES POUR L'AUTOROUTE MACHILLY-THONON

Il y a un an, nous vous informions de l'adoption de la proposition de loi que nous portons au Sénat, avec Cyril Pellevat, qui visait à régulariser le PLUi de la Communauté de communes du Bas-Chablais. Un texte qui permettait de lever les derniers freins administratifs permettant au Chablais, d'obtenir un des derniers barreaux autoroutiers manquants du département.



Ce projet de liaison autoroutière a vocation à compléter l'offre de transports, collectif comme individuel, du Chablais. Elle doit permettre de relier Thonon-les-Bains à Machilly, et, au-delà, d'offrir au Chablais une liaison de qualité à Annemasse, au Genevois et au reste du territoire national. Le 5 février dernier, l'Etat a annoncé qu'au terme d'une consultation pour la passation du contrat de concession pour l'autoroute A412 entre Machilly et Thonon-les-Bains, la société Eiffage, en groupement avec les Autoroutes Paris Rhin Rhône (APPR), avait décroché l'appel d'offres. Cette concession est prévue pour une durée de 55 ans et le coût prévisionnel de 250 millions d'euros s'effectuera sans aucune subvention de la part de l'Etat ou du Département de la Haute-Savoie. Eiffage, lauréat de la concession de ce tronçon autoroutier, assure que l'infrastructure est dimensionnée de manière à anticiper et faire face aux nouvelles contraintes climatiques et qu'elle intègre dès sa conception des modes constructifs innovants et bas carbone, ainsi qu'un accompagnement au développement de modes de transports alternatifs complémentaires, comme la réalisation d'une véloroute le long du tracé ou de parkings de covoiturage équipés de bornes de recharge électrique.

**Si ce projet de contrat doit encore être soumis à l'avis de l'autorité de régulation des transports et du Conseil d'Etat pour une signature à l'été 2024, nous nous réjouissons de cette étape décisive dans la poursuite de ce désenclavement.**

**Retrouvez l'intégralité de mon communiqué de presse sur ce sujet [au lien suivant](#).**

Me contacter



Permanence Parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville - 74 800 La Roche-sur-Foron  
Téléphone: 04.50.25.18.10 - [s.noel@senat.fr](mailto:s.noel@senat.fr) - [www.sylviane-noel.fr](http://www.sylviane-noel.fr) - [www.senat.fr](http://www.senat.fr)



# #SÉNATRICE SUR LE TERRAIN, À VOTRE ÉCOUTE!

## EN BREF !

- A mon invitation, Mathieu Darnaud, Sénateur de l'Ardèche, 1er vice-président du Sénat est venu en Haute-Savoie pour un temps d'échange passionnant avec les Maires Ruraux, sur la mission dont il est le rapporteur, relatif à l'avenir du Maire et de la Commune en France. Mal-être des élus locaux, complexité administrative, autonomie financière, intercommunalité...de nombreuses thématiques abordées très riches et inspirantes.



- Cérémonie d'hommage aux héros de la Gendarmerie nationale et plus particulièrement aux 14 gendarmes décédés dans l'exercice de leurs fonctions durant l'année 2023. Honneur et gratitude à ces femmes et à ces hommes qui assurent quotidiennement notre sécurité.



- Inauguration des travaux de création de mobilité piétonne, d'aménagement de la place d'Ambion et de la requalification de l'entrée de Saint-Jeoire-en-Faucigny. Bravo à Antoine Valentin et toute son équipe pour la qualité de cet aménagement !



- Aux côtés de nos agriculteurs des pays de Savoie au Salon International de l'Agriculture. Fierté de cette agriculture montagnarde, source de produits de grande qualité qui façonne nos paysages alpins, préserve les traditions et le savoir-faire.



## J'AI COSIGNÉ UNE PROPOSITION DE LOI POUR RÉPONDRE À LA CRISE AGRICOLE

Face au mouvement de protestation du monde agricole, j'ai cosigné et soutenu sans réserve la proposition de loi de mon collègue Laurent Duplomb, Sénateur de Haute-Loire, tendant à répondre à la crise agricole. **Composée d'une quarantaine d'articles, ce texte propose des solutions pragmatiques pour répondre à l'inflation normative, à la pression fiscale et à la surcharge administrative dont souffre nos agriculteurs, à travers 7 axes.** Bon nombre de ces mesures sont réclamées depuis longtemps par la commission des affaires économiques du Sénat. Le 16 mai 2023, j'avais d'ailleurs déposé un amendement à cette proposition de loi visant à faire de «**La souveraineté alimentaire un intérêt fondamental de la Nation au sens de l'article 410-1 du code pénal**».

Un amendement adopté à l'époque par le Sénat à une large majorité contre l'avis du gouvernement. Mieux vaut tard que jamais, je suis donc heureuse de constater que le Gouvernement adhère aujourd'hui à cette mesure qui fait partie des réponses apportées au malaise des agriculteurs !

Retrouvez le texte de cette proposition loi [sur ce lien](#).



## J'AI INTERROGÉ ALEXANDRE SAUBO, PRÉSIDENT DE FRANCE INDUSTRIE SUR LE SUJET DU MACF

A l'occasion de son audition par la Commission des Affaires Economiques du Sénat, j'ai interrogé Alexandre Saubot, Président de France Industrie, sur le sujet du MACF (le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières) qui conduira dès 2026 à renchérir le prix de l'acier et de l'aluminium pour les industriels européens alors que leurs concurrents hors d'Europe, qui ne subiront pas ce surcoût, pourront y importer leurs produits transformés sans taxes.

Par ailleurs, ce mécanisme renchérit le surcoût administratif sur les TPE PME industrielles sous-traitantes en aval, à l'heure où il est urgent de simplifier et d'alléger leurs démarches administratives; sans parler des risques d'infraction douanière et même des surcoûts par l'application de valeurs pénalisantes dans le cas où les informations demandées ne seraient pas fournies ou éronnées.

La période transitoire actuelle doit être mise à profit pour que le champ d'application du MACF soit élargi à d'autres produits importés transformés aux composants mécaniques et aux biens d'équipement comportant une forte proportion d'acier, sous peine d'une distorsion de concurrence majeure avec nos entreprises.

Retrouvez la vidéo de mon intervention [au lien suivant](#).



## A LA RÉGION



### • Remise de 4 minibus de la Région

Remise de 4 minibus de la Région Auvergne-Rhône-Alpes au Cluses Scionzier Football Club - CSFC, au Vélo Club Cluses Scionzier, au FC Cluses et au CLUSES TWIRLING. Un engagement fort de la Région au bénéfice des jeunes de ces clubs et de leurs bénévoles !



### • A la rencontre d'entreprises innovantes de la vallée de l'Arve

Je suis allée rencontrer les entreprises Bouverat Pernat, Hameca et Savoie Rectification qui ont obtenu une aide substantielle de la Région Auvergne-Rhône-Alpes au titre du Pack Relocalisation. Toutes trois portent des projets d'avenir permettant des créations d'emplois, le renforcement de notre souveraineté, la diversification de la production et la réduction de l'empreinte carbone. Bravo à elles !



Me contacter



Permanence Parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville - 74 800 La Roche-sur-Foron

Téléphone: 04.50.25.18.10 - [s.noel@senat.fr](mailto:s.noel@senat.fr) - [www.sylvianenoel.fr](http://www.sylvianenoel.fr) - [www.senat.fr](http://www.senat.fr)